

Rapport d'activités 2017—2018



**Solidarité Populaire
Richelieu—Yamaska**



*« Soyez le changement que vous
voulez voir dans le monde! »
- Ghandi*

Si notre année financière est du 1^{er} avril au 31 mars, le rapport d'activités s'étale sur la période du 1^{er} juin au 31 mai de chaque année afin d'être toujours en meilleure concordance avec la vie de SPRY.





Mission et objectifs

Objectifs principaux

Promouvoir un projet axé sur l'obtention d'une plus grande justice sociale sur le plan économique, politique, environnemental et culturel et ce, tant sur le plan local, régional, national qu'international;

Promouvoir le « recentrage » de la société sur la personne, ses droits individuels et collectifs, ses besoins et le droit à l'égalité, de même qu'un développement social exempt de toute forme de discrimination;

Promouvoir l'utilisation durable des ressources et du territoire dans une perspective à long terme afin d'assurer un milieu de vie de qualité permettant la viabilité de la race humaine;

Assumer, sur le plan local, le leadership dans certains dossiers touchant plus globalement l'ensemble de la population et choisis par les membres;

Dénoncer et lutter contre les politiques de désengagement social de l'État s'exprimant, entre autre, par des mesures de privatisation, de déréglementation et de coupures dans les programmes sociaux et services publics et parapublics;

Revendiquer et promouvoir la consolidation, l'élargissement et la démocratisation des programmes sociaux, sanitaires, éducatifs, environnementaux et culturels et ce, tant sur le plan international, fédéral, provincial que municipal;

Revendiquer et promouvoir la mise en place d'une politique économique et sociale centrée sur la création d'emplois et répondant aux besoins de l'ensemble de la population; Revendiquer et promouvoir le droit à l'association.

Liste des membres



- AFÉAS Richelieu-Yamaska
AFÉAS de St-Hyacinthe
Aide Pédagogique aux Adultes et aux Jeunes (APAJ)
Association Coopérative d'Économie Familiale
Montérégie-Est (ACEF)
Association des Familles monoparentales et
recomposées, St-Hyacinthe
Association des stomisés Richelieu-Yamaska
Association Québécoise de défense des droits des
personnes Retraitées et préretraitées Richelieu-
Yamaska (AQDR)
Association des retraités de l'enseignement du
Québec Richelieu-Yamaska (AREQ)
Association des locataires de HLM de St-Hyacinthe
Auberge du Cœur le Baluchon
Bloc Québécois Saint-Hyacinthe
Boisé des douze
Carrefour des groupes populaires
Centre d'assistance et d'accompagnement aux
plaintes Montérégie Est (CAAP)
Centre de bénévolat de St-Hyacinthe inc.
Centre des Femmes l'Autonomie en soiE
Centre des Femmes l'Essentielle
Centre intégré de santé et des services sociaux de la
Montérégie Est (CISSSM-E)
Centre Psychosocial Richelieu-Yamaska
Coalition des femmes la MRC les Maskoutains
(CO-FEMM)
Collectif d'Action Populaire Richelieu-Yamaska
(CAPRY)
Collectif de défense des droits de la Montérégie
(CDDM)
Comité des citoyens et citoyennes pour la
protection environnement maskoutain (CCCPEM)
Commission scolaire de St-Hyacinthe, Centre de
Formation des Maskoutains
Conseil Central de la Montérégie-CSN
Coop de Solidarité aux P'tits Soins
Députée Saint-Hyacinthe-Bagot (Brigitte Sansoucy)
Diabète Saint-Hyacinthe inc
- Espace carrière
Développement et Paix
Groupe de ressources techniques (GRT)
Justice Alternative Richelieu-Yamaska
La clé sur la porte
La Moisson Maskoutaine
Le Phare St-Hyacinthe et régions
Les Amis du crépuscule
Maison de la famille des Maskoutains (MFM)
Maison Alternative de Développement Humain
(MADH)
Mouvement action chômage St-Hyacinthe (MAC)
Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC)
Office municipal d'habitation Saint-Hyacinthe
(OMH)
Parti Québécois de Saint-Hyacinthe
Parrainage civique des MRC Acton et St-Hyacinthe
Québec Solidaire, circonscription de
Saint-Hyacinthe
Regroupement maskoutain des utilisateurs du Trans-
port adapté - RMUTA
Résidence funéraire Maska
Satellite (organisme en prévention des
dépendances)
Service de pastorale sociale
Service IMT de la Montérégie
Sœurs St-Joseph de Saint-Hyacinthe
Société St-Jean Baptiste Richelieu-Yamaska
Sœurs de la Présentation de Marie du Québec
Société St-Jean Baptiste Rosalie Papineau -
Dessalles
Syndicat canadien de la fonction publique - section
locale 3259
Syndicat de la fonction publique et parapublique du
Québec - section 305
Syndicat de l'Enseignement Val-Maska
Syndicat national des employées des institutions
religieuses
Trait d'union montréalais
Ville de Saint-Hyacinthe - Service des loisirs

Le conseil d'administration

Présidence: Rosetta Bruno, L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées Richelieu-Yamaska,

Trésorerie : Michel Gauvin, Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska,

Secrétariat : Jean-Simon Carrier, Syndicat de l'Enseignement Val-Maska,

Responsable des communications: Alexandra Gibeault,

Administrateur : Jean-Paul St-Amand, Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens,

Administrateur : Jacques Tétreault, Comité de citoyens/citoyennes protection de l'environnement maskoutain,

Administrateur : Richard Gingras, Satellite organisme en prévention des dépendances,

Administrateur : Robert Marquette , Société St-Jean-Baptiste Richelieu-Yamaska,

Administratrice : Nancy Daviault, Syndicat de la fonction publique et parapublique - section 305.



Les Toasts

13 juin—Assemblée générale annuelle 2016—2017

Le 12 juin se tient l'assemblée générale annuelle, merci aux membres présents!

12 septembre – La Rentrée communautaire

Plus de 50 organismes sont venus se retrouver après l'été afin d'échanger et présenter leurs activités.

10 octobre – Discrimination et racisme à St-Hyacinthe

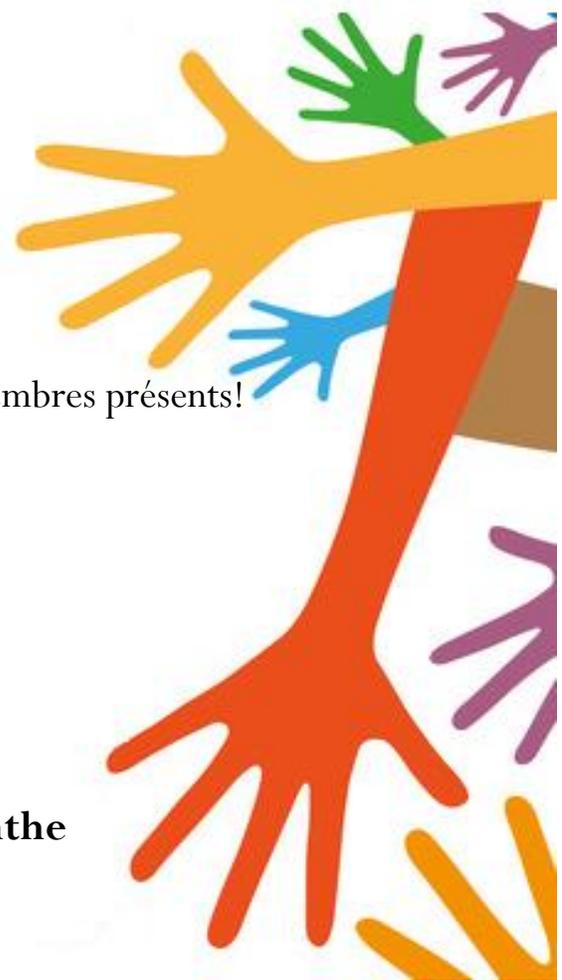
Toast présenté par monsieur André Jacob, professeur associé à l'UQAM, ainsi que l'équipe de Forum 20-20. Ce Toast a fait la lumière sur les réalités maskoutaines.

12 décembre – Projets collectifs pour les jeunes en milieu maskoutain

La Table de concertation jeunesse est venue présenter des réponses à toutes ces questions. (Dans toutes les municipalités les jeunes manifestent des besoins et comment ceux-ci s'expriment-ils dans la région de Saint-Hyacinthe? Quels sont les projets collectifs qui cherchent à y apporter une réponse? Pouvons-nous être solidaires de ces projets?)

9 janvier – Oser s'exprimer... Une façon de changer les choses en santé

Mme Josée Dubé, présidente du comité des usagers et madame Myriam Noiseux sont venu présenter les services de leur organisme respectif, en plus de répondre à certaines questions au sujet des plaintes portées au système de santé.



Les Toasts

13 février - « Féministes tant qu'il le faudra! »

Toast populaire réservé aux activités de la journée Internationale des femmes. Co-Femm sont venus présenter les activités pour le 8 mars. En plus, un segment du Toast a été réservé à la présentation des sagouines.

10 avril – Le mouvement communautaire : les défis pour la prochaine décennie

Ce Toast, prolongé jusqu'à midi, animé par monsieur Louis Favreau portait sur les défis et les enjeux présents dans la communauté, comme l'environnement et les changements climatiques et en quoi le communautaire en sera affecté.

Les Soirées

26 octobre – Soirée d'informations électorales municipales

Une soirée où tous les candidats (à la mairie et comme conseillers) étaient invités à répondre aux questions de la population, le tout au sous-sol de la cathédrale.

14 mars – Présentation du projet «Le Climat, l'État et nous»

En collaboration avec le CCCPEM, nous recevions monsieur Normand Mousseau comme conférencier au Centre culturel Humania. «Le climat, l'État et nous» est issu d'un groupe d'experts indépendants qui ont imaginé et qui proposent un nouveau modèle de gouvernance environnementale afin de permettre au Québec d'atteindre ses objectifs de lutte aux changements climatiques, dont fait partie Monsieur Mousseau.



Collaborations

28 mai – Manifestation nationale des syndicats et du communautaire,

1^{er} mai – fête des travailleurs et travailleuses au Restaurant Lussier,

Partage d'information dans un réseau d'environ 400 personnes (de membres et partenaires),

Merci à NousTV (Cogeco) de diffuser nos activités sur leur chaîne,

Lettres d'appui à diverses causes (en pages suivantes).



SOLIDARITÉ POPULAIRE RICHELIEU-YAMASKA

Résolution d'opposition à l'exploration, la production et le stockage des hydrocarbures au Québec



Considérant que depuis plusieurs années, la population a massivement et catégoriquement exprimé son opposition à l'établissement de la filière des hydrocarbures au Québec;

Considérant que le 10 décembre 2016, le gouvernement du Québec a adopté sous le bâillon la *Loi sur les hydrocarbures*, et ce, malgré l'opposition presque unanime de la société civile et malgré les inquiétudes exprimées par plusieurs juristes quant à la sécurité juridique et financière des citoyens;

Considérant que le gouvernement du Québec a publié le 20 septembre 2017 quatre projets de règlements de mise en œuvre de la *Loi sur les hydrocarbures* qui ont soulevé une vague d'indignation;

Considérant que le gouvernement du Québec a accordé aux pétrolières et gazières des licences d'exploration visant 53 000 kilomètres carrés de terres des domaines privé et public et qu'il pourrait attribuer ultérieurement de telles licences sur d'autres portions du territoire, à l'issue de mises aux enchères;

Considérant que l'extraction pétrolière et gazière est une industrie lourde et invasive exigeant sans cesse le forage de nouveaux puits qui peuvent se compter par milliers après quelques années, ainsi que le quadrillage du territoire par les pipelines nécessaires au transport des matières extraites, dénaturant ainsi de vastes régions;

Considérant que l'extraction d'hydrocarbures au Québec nécessite presque inmanquablement l'utilisation de procédés non conventionnels tels que la fracturation hydraulique, la fracturation à l'acide ou la stimulation des puits à l'acide;

Considérant que la science a établi des liens probants entre la fracturation hydraulique, des risques pour la santé et des cas de contamination des eaux souterraines, des rivières et des lacs;

Considérant que l'exploitation des hydrocarbures au Québec se ferait au détriment des terres agricoles, des forêts, des milieux de vie, des rivières, des lacs et des paysages auxquels les Québécoises et les Québécois sont fortement attachés, et au détriment d'autres secteurs économiques vitaux pour les collectivités concernées tels que l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme;

Considérant que la *Loi sur les hydrocarbures* définit les droits conférés au moyen d'une licence d'exploration, de production ou de stockage comme étant des « droits réels immobiliers » sur le sous-sol constituant « une propriété distincte de celle du sol », et que la population n'a jamais donné son consentement pour que le gouvernement du Québec cède à des compagnies privées de tels droits sur d'immenses portions du territoire public et privé du Québec;

Considérant que la *Loi sur les hydrocarbures* prévoit l'inscription des licences dans un registre public des droits réels immobiliers relatifs aux hydrocarbures, ce qui pourrait obliger les notaires à consigner les licences au Registre foncier et à les divulguer aux acheteurs éventuels de propriétés visées par une licence;

Considérant que la valeur de revente des propriétés pourrait s'en trouver diminuée;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur les hydrocarbures*, le gouvernement pourrait autoriser l'expropriation, à défaut d'entente de gré à gré entre le titulaire d'une licence de production ou de stockage et le propriétaire d'une terre – ou son locataire s'il s'agit d'une terre louée par l'État;

Considérant que les compagnies à qui de tels droits d'expropriation seraient conférés ne visent pas l'intérêt public mais bien à tirer profit des ressources, et qu'elles jouiraient de pouvoirs de négociation prépondérants grâce à ces droits d'expropriation;

Considérant que le Québec peut réduire son déficit commercial pétrolier et gazier tout en créant de l'emploi dans toutes les régions du Québec en consommant de moins en moins d'énergies fossiles et en investissant dans l'économie d'énergie, dans les énergies passives et dans les énergies renouvelables;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur les hydrocarbures*, les puits fermés seraient laissés à la charge du gouvernement, générant, advenant des fuites de méthane, une pollution importante ainsi que des coûts d'entretien que la population devrait assumer;

Considérant que l'établissement de la filière des hydrocarbures est incompatible avec les objectifs de réduction des GES du Québec alors que tous les efforts doivent être faits pour diminuer ces émissions et limiter ainsi les graves conséquences du réchauffement climatique;

Considérant que pour toutes ces raisons impératives, la décision d'accepter ou non l'établissement de la filière des hydrocarbures est un choix de société exigeant le consentement préalable non seulement des communautés locales qui seraient touchées les premières, mais bien de la société québécoise tout entière, et ce, dans le respect le plus absolu des droits des peuples autochtones;

Considérant que ce consentement préalable n'a jamais été donné;

EN CONSÉQUENCE,

Il est résolu de demander au gouvernement du Québec de retirer ses projets de règlements de mise en œuvre de la Loi sur les hydrocarbures, de remplacer la Loi sur les hydrocarbures par une loi empêchant l'établissement de la filière des hydrocarbures au Québec, y compris les projets pilotes, et de révoquer les permis d'exploration ainsi que les baux de production déjà accordés sur le territoire québécois.

Jean-Paul St-Amand, responsable des communications

Pour le conseil d'administration

SOLIDARITÉ POPULAIRE RICHELIEU-YAMASKA

Téléphone : 450-773-6548

Courriel : info@spr-y.org

Site WEB : www.spr-y.org

www.facebook.com/SolidaritePopulaireRichelieuYamaska

Saint-Hyacinthe, le 1^{er} décembre 2017



Monsieur Philippe Couillard
Premier Ministre du Québec
Conseil exécutif
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Objet : Remplacer la Loi sur les hydrocarbures au Québec

Monsieur le Premier Ministre,

Au moment où il faudrait construire un véritable plan de sortie de l'ère des hydrocarbures votre gouvernement met en place quatre règlements pour mettre en œuvre *la loi sur les hydrocarbures* adoptée sous le bâillon dans la nuit du 9 au 10 décembre 2016. Des règlements pour assurer le développement de l'industrie des hydrocarbures sur le territoire du Québec. Une telle loi qui donne le droit d'exproprier, au besoin, pour faire l'exploitation du sous-sol de votre résidence par une entreprise privée est inacceptable..

Notre regroupement *Solidarité populaire Richelieu-Yamaska* est étonné aussi car le 14 avril 2016, lors du dévoilement de la nouvelle politique énergétique, votre gouvernement avait promis un « virage historique » « vers une économie forte, diversifiée et à faible empreinte carbone » d'ici 2030. Cette politique ambitionnait d'améliorer de 15 % l'efficacité énergétique, de réduire de 40 % les produits pétroliers consommés, d'éliminer le charbon thermique, d'augmenter de 25 % la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie et d'augmenter de 50 % la production de bioénergie. C'était de belles cibles qui ne sont pas en cohérence avec votre politique qui regarde vers le haut mais nous tire vers le bas.

Nous vous présentons, ci-joint, avec ses considérants la résolution suivante de notre organisme :

Nous demandons au gouvernement du Québec de retirer ses projets de règlements de mise en œuvre de la Loi sur les hydrocarbures, de remplacer la Loi sur les hydrocarbures par une loi empêchant l'établissement de la filière des hydrocarbures au Québec, y compris les projets pilotes, et de révoquer les permis d'exploration ainsi que les baux de production déjà accordés sur le territoire québécois.

Nous croyons que le Québec peut et doit faire mieux que cela. Investissons nos fonds publics et nos talents dans l'économie d'énergie, dans l'efficacité énergétique et dans les énergies renouvelables. C'est ainsi que nous créerons aujourd'hui les emplois durables de l'avenir tout en préservant le capital naturel dont la planète nous a confié la garde pour nos enfants.

Nos salutations distinguées !

Jean-Paul St-Amand, responsable des communications

Pour le conseil d'administration

SOLIDARITÉ POPULAIRE RICHELIEU-YAMASKA

Perspectives du plan d'action 2018—2019

Nous faisons partie d'un mouvement social autonome et nous cherchons à être un agent de transformation sociale pour l'amélioration du tissu social, pour la promotion des droits sociaux, et la recherche du bien commun.

Dans tous les modes d'intervention utilisés, nous aidons à apprendre en facilitant l'acquisition de ce qui manque, afin de compléter pour chaque participant ou participante leur bagage personnel de connaissances, d'aptitudes ou d'habiletés. Nous offrons une démarche éducative pour des personnes ayant des besoins communs ou vivants des situations problématiques dans l'ensemble de leurs conditions de vie. Une place importante est toujours donnée aux participants et participantes pour exprimer leurs questions, leurs problèmes ou leurs intérêts. Nos modes d'intervention sont diversifiés : ateliers, colloques, débats organisés, conférences, activités de formation, etc.

Par nos interventions à caractère éducatif nous cherchons à susciter l'action, à développer la prise en charge individuelle et collective, à permettre l'acquisition de nouvelles expériences et habiletés, à augmenter chez les personnes participantes la confiance en soi et en leurs capacités. Une forme d'apprentissage qui favorise des prises de responsabilités individuelles et collectives.

Par nos interventions, nous cherchons à accueillir la personne dans la globalité de ses réalités et nous l'incitons à la prise en charge de ses diverses réalités par une participation à des actions collectives, à des actions de groupe. À travers nos diverses interventions, nous cherchons à stimuler la mobilisation, l'appropriation des informations nécessaires à l'analyse sociale et à l'action.

La justice sociale, la solidarité, la démocratie, l'autonomie et le respect de l'environnement sont des valeurs que nous reconnaissons dans le milieu communautaire et que nous partageons.

La défense et la promotion des droits sociaux de la population, et en particulier ceux des personnes démunies qui subissent une exclusion sociale, font partie de nos options et de nos perspectives de travail. L'éducation populaire, la mobilisation, l'action politique non partisane et la représentation de leurs intérêts auprès de diverses instances gouvernementales et civiles sont pour nous des voies pour y parvenir.

Le cadre d'intervention

Le sens du cadre d'intervention est de rappeler des pistes générales pour nos activités, actions et représentations. Nous apportons des suggestions à explorer que nous mettrons ensuite dans un plan d'action plus défini avec un calendrier. À l'assemblée générale, c'est l'occasion de réagir sur celles-ci et de suggérer d'autres avenues à étudier. Il faut comprendre que nous laissons de la place à la vie et aux événements qui demanderont de l'attention de notre part.

Poursuivre les déjeuners causeries *Toast Populaire*, environ huit pour l'année. Ils contribuent à faire circuler l'information, à créer des liens entre les membres d'organismes de la région, à promouvoir des activités issues des groupes, à analyser des problèmes et réalités d'intérêt commun, à organiser des actions à caractère sous-régional. Il serait important de rejoindre davantage de personnes en responsabilités dans les diverses associations, car c'est un lieu important de conscientisation, d'éducation et de concertation qu'on se donne collectivement.

Les dates prévues pour les Toast populaire de 2018-2019

Mardi 11 septembre 2018 : Rentrée communautaire pour connaître les activités des groupes,

Mercredi 19 septembre 2018 : Les élections provinciales,

Mardi 9 octobre 2018 : Toast populaire,

Mardi 13 novembre 2018 : Toast populaire,

Mardi 11 décembre 2018 : Toast populaire,

Mardi 15 janvier 2019 : Toast populaire,

Mardi 12 février 2019 : Toast populaire Journée internationale de la femme le 8 mars 2019,

Mardi 12 mars 2019 : Toast populaire,

Mardi 16 avril 2019 Toast populaire sur l'environnement en lien avec le Jour de la Terre,

Mercredi 1er mai 2019 On souligne le 1^{er} mai 2019 en soirée,

Mardi 11 juin de 8h à 10h aura lieu l'assemblée générale de SPRY.

Voici une cueillette de suggestions de contenus à débattre et à compléter afin de déterminer notre programme de l'année:

Les programmes des partis politiques,

L'isolement des personnes,

Facteurs de ce qui nous mobilise personnellement et collectivement et/ou les facteurs d'une mobilisation réussie,

L'impact des médias sociaux et des médias unidirectionnels dans notre vie et dans la société,

L'immigration, les mythes et les préjugés avec Madame Madeleine Lepage militante des droits humains à Amnistie Internationale,

Pour améliorer le système de santé : Les pistes de solutions qui sont mises de l'avant par le gouvernement et par les groupes intervenants dont les partis politiques,

Enjeux reliés aux cannabis,

Le transport urbain à Saint-Hyacinthe,

Etc.

Offrir des rencontres en soirée (Deux à trois durant l'année)

des suggestions avancées :

Islamophobie et montée de la droite

Tendre vers un Québec sans pauvreté dans le contexte actuel : chemin parcouru et à parcourir, par Vivian Labrie, militante et chercheure-associée à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Impact du financement des fondations privées sur l'action communautaire — le cas de la fondation chagnon Par Maxim Fortin militant et chercheur-associé à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Les effets pervers du privé en santé par Guillaume Hebert militant et chercheur-associé à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Visionnement du film *La Terre vue du coeur* de Iolande Cadrin-Rossignol. La sixième extinction est en marche. Hubert Reeves nous partage sa vision et expose l'état de la biodiversité.

Autres actions et interventions

Poser des gestes d'appuis à des luttes issues du milieu et manifester une solidarité particulière aux revendications et actions en rapport avec l'environnement, la paix, la qualité des programmes sociaux, le partage de la richesse, des emplois sécuritaires, stables, suffisamment rémunérateurs. Être présent à des luttes provinciales à venir en lien avec d'autres réseaux pour contrer le démantèlement de l'État et défendre le bien commun.

Prendre publiquement position et s'impliquer à l'occasion de fêtes comme le 17 octobre (*Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté*), le 8 mars (*Journée internationale des femmes*), le 22 avril (*Journée de la Terre*) et le 1^{er} mai (*Journée internationale des travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi*) et des événements de la vie publique au niveau municipal, provincial, fédéral et international afin de communiquer notre vision de la société et de manifester des solidarités nécessaires pour obtenir le respect des droits et une qualité de vie.

Être attentif aux événements sociaux, économiques et politiques importants pour la population de notre territoire et pour l'ensemble du Québec. Ceci peut impliquer d'organiser une action en dehors du plan d'action «prévu».

Faire la diffusion de nos activités dans le canal communautaire de COGECO.

Maintenir un lien de solidarité et participer au besoin à des actions et gestes proposés avec des organismes et des grands réseaux : le *Collectif pour un Québec sans pauvreté*, la *Corporation de développement communautaire des Maskoutains*, la *Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie* (TROVEP-M), le *Carrefour de participation ressourcement et formation* (CPRF), la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*, le *Mouvement pour une démocratie nouvelle*..

Soutenir des activités et actions de groupes du milieu qui portent des objectifs s'inscrivant dans ceux de *Solidarité populaire Richelieu-Yamaska*. Avec l'aide de notre site WEB et de notre FACEBOOK, nous pourrions contribuer à faire circuler les informations. À certaines occasions, nous pouvons nous inscrire en concertation avec des activités et des actions mises de l'avant par des groupes.

Favoriser une plus grande adhésion aux objectifs poursuivis et une meilleure compréhension de notre mission et obtenir de nouvelles adhésions de membres pour permettre le développement d'un réseau organisé.

Assurer le fonctionnement, la gestion et la vie démocratique de l'association en organisant la bonne marche du conseil d'administration, de l'assemblée générale, des comités de travail (au besoin), de la tenue des livres de comptabilité et de l'ensemble de la gestion financière de l'association.

